



Mouvement
Union Calédonienne

Nouméa, le 13 octobre 2021

Monsieur le Ministre des Outremer,

Le bureau de l'Union Calédonienne a pris connaissance de votre position, exprimée à plusieurs reprises, à propos du maintien ou pas de la date du 12 décembre pour la dernière consultation de l'Accord de Nouméa.

Votre souhait que cette date ne soit pas remise en cause est très clair, mais nous y décelons un certain empressement que ne nous ne jugeons pas conforme aux enjeux de cette échéance...

Cette consultation est importante à plusieurs titres.

Outre le fait qu'il s'agit de la dernière consultation prévue par l'Accord de Nouméa, accord de décolonisation, il est une justification qui transcende toutes les autres : même si tous les citoyens calédoniens doivent y participer, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'abord d'un rendez-vous du Peuple Kanak avec son histoire. Et cela ne peut être traité avec une certaine désinvolture...

De plus, il faut bien se rappeler que la date du 12 décembre 2021 constituait une importante concession des indépendantistes. L'Union Calédonienne et le FLNKS souhaitaient une date en 2022 et même si leur avis n'a pas été suivi par l'Etat, ils ont accepté sa décision, malgré qu'elle imposait une courte campagne.

Dans un esprit de responsabilité, les indépendantistes se sont pliés à la contrainte, estimant qu'il serait tout de même possible de faire une campagne courte mais plus intense et dynamique...

Mais aujourd'hui, il est indéniable que la situation sanitaire est venue contrarier le calendrier, provoquant de fait une suspension de la campagne, dont nous ne savons pas vraiment à quel moment elle pourrait reprendre, le pays n'étant pas encore sorti de l'urgence sanitaire.

Les faits s'imposent d'eux-mêmes, si la date du 12 décembre est maintenue, elle ne serait, selon toute logique, précédée tout au plus que d'une période de quatre à cinq semaines durant laquelle chaque camp ferait campagne...

Par respect pour les générations qui se sont investies pour l'émancipation de la Nouvelle-Calédonie, par respect des citoyens calédoniens, au regard de la hauteur de l'enjeu, l'Union Calédonienne estime qu'une campagne aussi courte n'est plus acceptable et se prononce pour un report de la consultation.

Par ailleurs, il est à craindre que les conditions ne seront pas réunies si l'on se réfère aux indicateurs admis pour évaluer la situation sanitaire d'une région. A deux mois de la consultation, la Nouvelle-Calédonie compte 330 personnes contaminées pour 100 000 alors que le seuil d'alerte est de 50 pour 100 000 personnes... Il est probable que le taux d'incidence de notre pays ne sera pas descendu au-dessous de ce seuil d'ici le 12 décembre et de telles conditions auront inévitablement des conséquences sur le taux de participation, entachant ainsi la sincérité du scrutin.

Nous avons bien entendu nos adversaires, nous avons senti votre détermination à vous en tenir à la date du 12 décembre, aussi nous vous interpellons sur les conséquences potentielles de maintenir cette date coûte que coûte.

Les indépendantistes, qui ont très largement opté pour un report de la consultation, ne manqueront pas d'inciter à une non-participation de leur électorat. Il en résultera évidemment une écrasante victoire du « non », dans une proportion qui discréditera totalement la consultation.

Les non-indépendantistes feront de l'autosatisfaction, essayant de se convaincre que la question du devenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie est réglée, l'Etat essaiera de prendre le Peuple français et la communauté internationale à témoin pour dire que le contrat de l'Accord de Nouméa a été rempli... Mais qui sera dupe ?

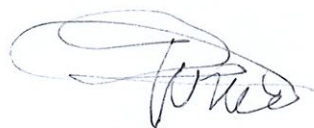
L'histoire a pourtant livré ses enseignements avec le référendum « Pons » de 1987, une consultation qui a débouché sur une mascarade politique qui a ridiculisé la France...

Monsieur le Ministre, l'Union Calédonienne est à l'unisson de la famille indépendantiste pour réclamer le report de la dernière consultation référendaire, afin de permettre que se réinstalle un climat plus propice au débat politique sur l'avenir de notre pays...

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mes respectueuses salutations.

Pour l'Union Calédonienne

Le Président



M. Daniel Goa

M. Sébastien LECORNU, Ministre des Outremer